



Education International  
Internationale de l'Éducation  
Internacional de la Educación  
Bildungsinternationale



ETUCE – European Trade Union Committee for Education  
Education International - European Region

President  
Larry FLANAGAN

Vice-Presidents  
Odile CORDELIER  
Andreas KELLER  
Trudy KERPERIEN  
Dorte LANGE  
Branimir STRUKELJ

Treasurer  
Joan DONEGAN

European Director  
Susan FLOCKEN

ETUCE-CSEE  
Boulevard Bischoffsheim 15  
1000 Brussels | BELGIUM  
secretariat@csee-etu.org  
+32 2 224 06 92

## Position du CSEE sur l'examen de la gouvernance économique de l'UE

Décembre 2022

Suite à une consultation publique en 2021, à laquelle le CSEE a participé en soumettant sa [contribution](#), la Commission européenne a publié une [Communication sur les orientations pour une réforme du cadre de gouvernance économique de l'UE](#). Le CSEE renouvelle son point de vue sur les orientations de la Commission appelant à la mise en place d'un nouvel outil européen d'application des réformes et des investissements. En particulier, le CSEE considère qu'il est crucial que l'amélioration de la qualité des finances publiques et la protection des investissements publics soient des éléments centraux des plans budgétaires structurels à moyen terme que la Commission propose pour regrouper les réformes fiscales et les engagements d'investissement de chaque État membre au sein d'un cadre commun de l'UE.

Comme déjà indiqué lors de la consultation publique, le CSEE plaide pour une nouvelle gouvernance économique et sociale visant le plein emploi, une convergence vers le haut des conditions de vie et de travail, des services publics de qualité et des taux d'investissements publics élevés. La stimulation des investissements publics et privés doit soutenir les transitions verte et numérique, y compris dans le secteur de l'éducation et de la formation, en évaluant leur impact sur la création d'emplois de qualité et des salaires décents dans le cadre d'un processus de convergence ascendante entre les États membres. Avec l'introduction de la facilité pour la reprise et la résilience, les recommandations annuelles par pays sont devenues beaucoup plus importantes. Tout cela rend plus important que le Semestre européen soit démocratisé, ce qui signifie que l'implication des partenaires sociaux doit être améliorée, notamment à la lumière de la coordination proposée entre les plans budgétaires structurels à moyen terme et le cycle annuel du Semestre.

Le CSEE considère qu'il est essentiel que les plans structurels budgétaires à moyen terme proposés soient mis en œuvre et conçus de manière à mieux protéger les investissements publics. L'effet multiplicateur de l'investissement public est particulièrement élevé et les coupes dans l'investissement public ont donc un impact particulièrement négatif sur la croissance économique et sur l'emploi. En outre, de nombreuses études identifient également l'investissement public comme un moteur de croissance à long terme. Les investissements publics devraient donc être la priorité des États membres et de l'Union européenne, en ce qui concerne l'évaluation du respect par les États membres des règles budgétaires de l'UE.



Le CSEE continue de plaider en faveur d'une règle d'or pour les investissements publics, afin de sauvegarder la productivité et les conditions sociales et environnementales pour le bien-être des générations actuelles et futures. Le CSEE propose donc une définition plus large des investissements publics. Les orientations de la Commission européenne aux États membres, dans le cadre de la facilité pour la reprise et la résilience et la définition des investissements y afférents, constituent un bon point de départ. Cela comprend des investissements dans l'éducation et la formation, et des investissements visant la transition verte et numérique.

\* \* \*

